

Pleins feux sur le

nouveau cadre nucléaire

Une manifestation spéciale de l'AIEA examine de nouvelles approches du cycle du combustible nucléaire.

Un nouveau cadre visant à renforcer le contrôle de l'accès aux techniques nucléaires sensibles (enrichissement de l'uranium et séparation du plutonium) fait parler de lui dans le monde. Une manifestation spéciale organisée par l'AIEA en septembre en marge de sa Conférence générale réunira des experts de haut niveau des 140 États Membres de l'Agence.

On y étudiera les moyens de placer les installations capables de produire des matières nucléaires de qualité militaire sous contrôle multinational. Selon les experts, des dizaines de pays, aujourd'hui, savent produire ces matières.

« La marge de sécurité qu'offre le régime actuel de non-prolifération est devenu trop mince pour nous rassurer », a précisé le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei. « Il est temps de restreindre le traitement de matières de qualité militaire (plutonium séparé et uranium hautement enrichi) dans les programmes nucléaires civils et la production de nouvelles matières par le retraitement et l'enrichissement en acceptant de limiter ces opérations à des installations placées sous contrôle multinational. Ces restrictions devront s'accompagner de règles appropriées de transparence et, surtout, d'une assurance que les utilisateurs légitimes pourront s'approvisionner ».

Une « banque de combustible » nucléaire (l'AIEA administrant une réserve de combustible nucléaire) figure parmi les propositions. Elle permettrait à l'Agence de garantir la fourniture de matières fissiles à des utilisateurs civils.

« L'intérêt de cette mesure réside dans le fait qu'en permettant aux pays d'acheter librement du combustible à des prix compétitifs, nous leur ôtons toute raison de développer leur propre capacité de fabrication. Ce faisant, nous pourrions lever en grande partie les inquiétudes que suscite la dissémination des techniques sensibles liées au cycle du combustible », a ajouté M. ElBaradei.

Les États-Unis et la Russie se sont déclarés disposés à mettre, dans le cadre d'un tel programme, des matières nucléaires à la disposition d'une banque de combustible. La création d'une telle banque, administrée par l'AIEA, a été l'une des principales propositions qu'a faites, en 2005, un groupe d'experts chargé de trouver des solutions pour ce qui est d'améliorer le contrôle de l'enrichissement, du retraitement et du stockage du combustible.

De nouvelles approches proposées

Plusieurs propositions ont été avancées en ce qui concerne de nouvelles approches du cycle du combustible nucléaire et, plus précisément, l'assurance d'approvisionnement en uranium enrichi et l'accès à la technologie des réacteurs :

► En 2004, il a été créé, à l'AIEA, un **Groupe international indépendant d'experts sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire**. Ce groupe d'experts, qui provenaient de 26 pays, a examiné le cycle du combustible nucléaire et des approches multinationales. Son rapport a été communiqué à tous les États Membres de l'AIEA sous la cote INFCIRC/640, puis distribué, en mai 2005, à la Conférence d'examen à laquelle ont participé les 189 États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Dans son rapport, le Groupe d'experts a énoncé, pour ce qui est de renforcer le contrôle de l'enrichissement, du retraitement et du stockage du combustible, cinq approches, dont la suivante : « Concevoir et appliquer, avec l'AIEA, des garanties internationales d'approvisionnement. Il faudra étudier différents modèles, notamment la possibilité, pour l'Agence, de garantir l'offre de services, c'est-à-dire d'administrer une banque de combustible... ».

Le rapport a énoncé, pour ce qui est de renforcer le contrôle de l'enrichissement, du retraitement et du stockage du combustible, cinq approches, dont la suivante : « Concevoir et appliquer, avec l'AIEA, des garanties internationales d'approvisionnement. Il faudra étudier différents modèles, notamment la possibilité, pour l'Agence, de garantir l'offre de services, c'est-à-dire d'administrer une banque de combustible... ».

► En décembre 2004, le rapport du **Groupe de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement**, institué par le Secrétaire général, a notamment recommandé de mettre sur pied, dans le cadre du Statut de l'AIEA, un mécanisme qui permettrait à l'Agence de garantir l'approvisionnement des utilisateurs civils en matières fissiles. Le rapport que le Secrétaire général a présenté en avril 2005 pour décision, en décembre 2005, par les chefs d'État et de gouvernement, intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits fondamentaux pour tous », a également proposé, notamment, que les États garantissent, au prix du marché, la fourniture de combustible nucléaire à des fins pacifiques, l'AIEA faisant office de garant.

► La **Conférence sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire**, tenue à Moscou en juillet 2005, a envisagé des assurances de fourniture de services liés au cycle du combustible nucléaire, assorties d'assurance de non-prolifération.

► À la Conférence générale de l'AIEA, en 2005, plusieurs États Membres ont abordé la question des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire. Les **États-Unis ont annoncé** qu'ils mettraient à disposition 17,4 tonnes d'uranium hautement enrichi (UHE) à diluer et à utiliser dans une banque de combustible dans le cadre d'un programme de garantie d'approvisionnement. Plus tard en 2005, les États-Unis, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont engagé des discussions sur la création d'un mécanisme garantissant l'accès au combustible nucléaire.

► En janvier 2006, le **Président russe, Vladimir Poutine**, a proposé un système de centres internationaux qui offriraient des services liés au cycle du combustible nucléaire, y compris l'enrichissement, sans discrimination et sous le contrôle de l'AIEA.

► En février 2006, les États-Unis ont annoncé le lancement d'un **Partenariat mondial pour l'énergie nucléaire** qui, avec d'autres partenaires internationaux, concevra un programme de services qui garantira aux pays en développement un accès fiable au combustible nucléaire en échange d'un engagement à renoncer aux techniques d'enrichissement et de recyclage.

► En juin 2006, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont fait circuler une proposition intitulée « **Concept de mécanisme multilatéral d'accès fiable au combustible nucléaire** ».

► En mars 2006, devant le Conseil des gouverneurs, le directeur général a déclaré que pendant la session de 2006 de la Conférence générale de l'Agence, le Secrétariat entendait organiser une manifestation spéciale sur « ... un « nouveau cadre » qui renforcerait la sûreté, la sécurité et la résistance à la prolifération dans les futures applications de l'énergie nucléaire ».

Renseignements : www.iaea.org/NewsCenter/News/2006/assurancesofsupply.html